



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Service de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial
BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET
INSTALLATIONS CLASSÉES

851/VH/JW

Arrêté du 26 juin 2024 portant prescriptions complémentaires à la société LOCACIL située 122 route de Mulhouse à Feldkirch, de la réalisation d'un diagnostic environnemental

Le Préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment le titre Ier du livre V, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et son article L.512-20 ;

VU la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les Administrations ;

VU la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration définie à l'article R.214-1 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2008-120-11 du 29 avril 2008 portant, au titre Ier du Livre V du code de l'environnement, des prescriptions et prescriptions complémentaires à la société ECOMIX à Feldkirch ;

VU le rapport du 10 juin 2024 de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), chargée de l'inspection des installations classées, relevant les constats effectués, lors des visites du 30 mai et du 10 juin 2024;

VU le courriel préfectoral du 20 juin 2024 consultant l'exploitant sur le présent arrêté préfectoral ;

VU la lettre de la société LOCACIL du 26 juin 2024 ;

Considérant le rapport des visites d'inspection des installations classées ;

Considérant qu'un ruisseau traverse le périmètre de l'établissement LOCACIL ; que les eaux pluviales et autres eaux ruisselant sur la plateforme exploitée par la société

LOCACIL sont rejetées dans ce ruisseau ; que des pertes d'eau issues du procédé de l'installation de tri par voie humide sont également évacuées par le réseau d'eaux pluviales ;

Considérant que, lors du contrôle du 30 mai 2024, il a été constaté l'absence de dispositif adapté visant à prévenir les pertes des déchets plastiques dans le ruisseau par ruissellement ; qu'il a été constaté la présence de déchets plastiques dans le ruisseau traversant les installations, après l'exutoire du réseau d'eaux pluviales ;

Considérant que l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement a été informée de la présence d'une quantité significative de particules plastiques dans le ruisseau, en aval du point de rejet des eaux pluviales, ainsi que dans des étangs situés en aval ; que ces cours d'eau rejoignent par la suite la Thur ;

Considérant que lors du contrôle du 30 mai 2024, il a été constaté des dépôts de fines particules plastiques dans la végétation, à l'extérieur des installations ;

Considérant qu'il résulte des éléments précédents que les non-conformités aux conditions d'exploiter mises en avant dans le rapport de constat susvisé, entraînent des dangers ou inconvénients, à court et à long termes, pour les intérêts suivants, mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, notamment pour la protection de l'environnement, dans la mesure où les déchets plastiques présents dans le milieu naturel et notamment les cours d'eau sont susceptibles d'être entraînés en aval ;

Considérant qu'il convient, pour la préservation de ces intérêts, de prescrire à la société LOCACIL des mesures de remédiation immédiates ;

Considérant qu'il convient, pour la préservation de ces intérêts, de prescrire à la société LOCACIL la mise en œuvre de mesures de prévention ;

Considérant qu'il convient, pour la préservation de ces intérêts, de prescrire à la société LOCACIL des mesures en vue de diagnostiquer la pollution engendrée par les particules plastiques, issues de ses installations, et d'y remédier ;

Considérant que les broyats de câbles électriques, présents dans les installations, sont susceptibles de contenir un ensemble de substances dangereuses (dont les PFAS font partie) afin de donner à ces derniers des propriétés physico-chimiques particulières en fonction de leurs usages, et que par dégradation des matériaux, ces substances peuvent se retrouver disséminées dans le milieu naturel (sols, sous-sols, eaux souterraines, eaux superficielles) ;

Considérant qu'il convient, notamment, de compléter le programme de surveillance des eaux souterraines, imposé par l'article 9.5.2.1 de l'arrêté préfectoral du 29 avril 2008 susvisé, compte tenu de la pollution potentielle des eaux souterraines par des substances présentes dans les eaux de ruissellements ;

Considérant qu'il convient, notamment, de compléter le programme relatif à la surveillance des rejets dans le milieu naturel, compte tenu des substances susceptibles d'être présentes dans les eaux de ruissellements ;

Considérant que la situation impose que ces mesures soient prescrites et réalisées à une échéance rapprochée et qu'en conséquence, il n'est pas possible de recueillir préalablement l'avis de la commission départementale compétente ;

Considérant que la société LOCACIL a été mise en situation de présenter ses observations sur les présentes mesures ; qu'elle n'a pas émis d'observations remettant en cause les présentes mesures ;

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er}

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent à la société LOCACIL, ci-après dénommée « l'exploitant », dont le siège social est situé 122 route de Mulhouse à Feldkirch (68540), pour ses installations implantées à la même adresse.

Article 2 : nettoyage des zones concernées par des dépôts de broyats plastiques

L'exploitant assure :

- dans le ruisseau, à l'aval de ses installations, et dans les deux étangs situés à l'est de ses installations le long de la RD430 :
 - la mise en oeuvre, sans délai, de mesures adaptées afin de prévenir la dispersion des particules plastiques présentes ;
 - la récupération des broyats plastiques, dans la mesure du possible ;

Ces interventions sont réalisées sous réserve de l'accord des propriétaires et selon des protocoles validés avec eux.

- Dans les éventuelles zones voisines de l'installation ayant subi des dépôts de broyats plastiques par envol :
 - le nettoyage des éventuelles zones concernées, identifiées sur la base d'une enquête de voisinage.

Un bilan des actions mises en œuvre est communiqué à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.

Article 3 : nettoyage du réseau d'eaux pluviales

L'exploitant procède, **dans un délai de sept jours, à compter de la notification du présent arrêté**, au curage et au nettoyage des réseaux d'évacuation des eaux pluviales de ses installations.

Les effluents obtenus sont évacués vers des installations de traitement dûment autorisées à cet effet. Les justificatifs de leur bonne élimination sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 4 : mesures de limitation

L'exploitant met en œuvre, dans un délai de sept jours, les mesures suivantes :

- Les zones de ses installations où des particules plastiques sont susceptibles d'être répandues accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement. Le dimensionnement des dispositifs mis en œuvre est adapté à la nature des particules susceptibles de se disséminer dans l'environnement ;

- l'exploitant défini et met en œuvre une procédure de maintenance et nettoyage régulier de ces dispositifs. Les fréquences des opérations de maintenance/nettoyage sont déterminées à l'éclairage du dimensionnement des ouvrages et des flux de matières polluantes, et ne pourront être inférieures à 2 fois par an ;
- des dispositifs physiques adaptés (type filet/écrans) permettant la limitation des envols sont mis en place sur la périphérie du site dans les zones adaptées. Les mailles de ces éléments sont adaptées à la taille des particules plastiques à retenir sur site,
- des procédures prévenant la dispersion des particules plastiques dans l'environnement sont rédigées et mises en œuvre par l'exploitant,

L'exploitant transmet, sous 15 jours, à l'inspection, le bilan des actions mises en œuvre.

Article 5 : diagnostic

Sans préjudice des dispositions des articles 4 et suivants du présent arrêté, l'exploitant fait procéder à un diagnostic de l'incidence de son exploitation dans l'environnement de ses installations, ainsi que dans les cours d'eau et étangs situés à l'aval de son point de rejet des eaux pluviales selon une méthodologie qu'il détermine et formalise. La méthodologie mise en œuvre s'appuie sur les référentiels reconnus, en vigueur.

Elle comprend a minima :

- le recensement de l'ensemble des matières / substances susceptibles d'être rejetées dans l'environnement par ses installations et les voies de dispersion pertinentes dans chaque cas ;
- l'identification des zones de dépôt potentielles sur la base d'une analyse des risques.

La méthodologie, les éléments issus des points précités et les résultats sont précisés dans un rapport. Ce rapport est communiqué à l'inspection des installations classées, dans un délai de trois mois, à compter de la notification du présent arrêté.

Les éléments, issus de ce diagnostic, doivent mener l'exploitant (le cas échéant) à renforcer le programme de surveillance, tel que défini dans les articles 4 et suivants du présent arrêté.

Le cas échéant, des nettoyages complémentaires des broyats plastiques sont réalisés si des zones pertinentes sont identifiées dans le diagnostic.

Article 6 : protection des eaux superficielles (rejet) :

Les dispositions de l'article 9.3.2 de l'arrêté préfectoral du 29 avril 2008 susvisé sont complétées par les dispositions suivantes :

« L'exploitant met en œuvre le plan de surveillance défini ci-après sur l'ensemble des points de rejets en eaux pluviales de son site :

<i>Paramètres à analyser</i>	<i>Programme d'autosurveillance</i>
<i>Listes et modalités définies en annexe I du présent arrêté complétée selon les modalités de l'article 3</i>	<i>1 fois par mois pendant 6 mois</i>

La liste des substances recherchées peut être adaptée si les résultats des trois premières campagnes d'analyse ne mettent pas en évidence la présence de certaines substances.

Le cas échéant, l'exploitant le justifie et en informe l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ».

Article 7 : protection des eaux superficielles (milieu) :

Les dispositions de l'article 9.5.1 de l'arrêté préfectoral du 29 avril 2008 susvisé sont complétées par les dispositions suivantes :

« L'exploitant met en œuvre le plan de surveillance défini ci-après sur les secteurs environnementaux listés ci-après.

Zone d'investigation	Paramètres à analyser	Programme d'autosurveillance
<i>Dans le cours d'eau, à l'aval immédiat de la zone de mélange des rejets en eaux pluviales du site</i>	<i>Listes et modalités définies en annexe I du présent arrêté complétée selon les modalités de l'article 3</i>	<i>1 fois par mois pendant 2 mois</i>
<i>Dans les sédiments situés à l'aval de la zone de mélange des rejets en eaux pluviales du site</i>	<i>Listes et modalités définies en annexe I du présent arrêté complétée selon les modalités de l'article 3</i>	<i>3 mesures réalisées à l'aval immédiat et dans chacun des étangs situés à l'est de la RD430</i>
<i>Dans les sédiments, à l'amont du point de rejet en eaux pluviales du site</i>	<i>Listes et modalités définies en annexe I du présent arrêté complétée selon les modalités de l'article 3</i>	<i>Une mesure réalisée à l'amont du point de rejet des eaux pluviales</i>

».

Article 8 : protection des eaux souterraines :

Les dispositions de l'article 9.5.2.1 de l'arrêté préfectoral du 29 avril 2008 susvisé sont complétées par les dispositions suivantes :

« L'exploitant met en œuvre le plan de surveillance défini ci-après, dans un réseau de surveillance à définir constitué d'au moins un piézomètre amont et de deux piézomètres situés à l'aval des zones d'entreposage de déchets) :

<i>Nom usuel</i>	<i>N°BSS de l'ouvrage</i>	<i>Localisation par rapport au site (amont ou aval)</i>	<i>Paramètres à analyser</i>	<i>Programme d'autosurveillance</i>
<i>P1</i>		<i>Amont</i>	<i>Listes et modalités définies en annexe I du présent arrêté complétée selon les modalités de l'article 3</i>	<i>1 fois en période de basses eaux, puis une fois en période de hautes eaux</i>
<i>P2</i>		<i>Aval</i>		
<i>P3</i>		<i>Aval</i>		

Le réseau de surveillance est justifié sur la base d'éléments hydrogéologiques. Les justifications sont communiquées à l'Inspection des installations classées dans un délai de quinze jours à compter de la notification du présent arrêté.

Le cas échéant, les ouvrages supplémentaires nécessaires sont réalisés dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.

La création de tout nouveau piézomètre, fait l'objet d'une information préalable du préfet avec tous les éléments d'appréciation ».

Article 9 : Interprétation de l'état des milieux, plan d'action et surveillance environnementale

Les résultats d'analyses des différents prélèvements, prévus aux articles précédents, sont interprétés selon la démarche d'interprétation de l'état des milieux (IEM) (méthodologie sites et sols pollués), en vue d'identifier une éventuelle contamination de l'environnement par les produits et matières dangereuses diffusées. Ainsi, l'état naturel de l'environnement (zones témoins) et les valeurs de gestion réglementaires, en vigueur, pour les eaux de boisson, les denrées alimentaires et l'air extérieur sont les références pour l'appréciation des risques et la gestion. En l'absence de valeurs de gestion réglementaires, une évaluation quantitative des

risques sanitaires est réalisée ,dès lors qu'une dégradation de la qualité des milieux est mise en évidence, par rapport aux zones témoins.

L'exploitant adresse l'interprétation de l'état des milieux (IEM), à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, dans un délai de 3 mois à compter de la dernière analyse, réalisée en application des dispositions des précédents articles.

Selon les conclusions de l'IEM, l'exploitant met en oeuvre ;

- une surveillance environnementale appropriée aux enjeux et aux impacts du fonctionnement de ses installations pour l'ensemble des compartiments environnementaux concernés,
- un plan de gestion des pollutions identifiées.

Le cas échéant, des propositions sont présentées à l'inspection, dans un délai identique à celui prévu pour la remise de l'IEM.

Article 10 : dispositions et procédures applicables aux travaux dans le milieu naturel

Les éventuels travaux, rendus nécessaires en application du présent arrêté, sont réalisés dans le respect des dispositions réglementaires applicables et des procédures prévues par la réglementation.

En particulier, l'exploitant s'assure de la réalisation des éventuelles procédures rendues nécessaires en application de la nomenclature définie à l'article R.214-1 du code de l'environnement, en préalable à toute intervention dans le milieu.

Article 11 :

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur de la DREAL, chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée à l'exploitant.

pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général par intérim

signé

Alain CHARRIER

Délais et voies de recours (article R.514-3-1 du code de l'environnement)

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles [L.211-1](#) et [L.511-1](#) dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.) Sans préjudice du recours gracieux mentionné à l'article R.214-36, les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Annexe I

Macro-polluants, paramètres généraux :

Paramètres	Code SANDRE
Matières en suspension totales (MEST)	1305
demandes chimique en oxygène (DCO)	1314

Substances spécifiques liées au secteur d'activité :

Substances	N° CAS	Code SANDRE
Arsenic et ses composés (en As)	7440-38-2	1369
Cadmium et ses composés	7440-43-9	1388
Chrome et ses composés (dont chrome hexavalent et ses composés exprimés en chrome)	7440-47-3	1389
Cuivre et ses composés (en Cu)	7440-50-8	1392
Mercure et ses composés (en Hg)	7439-97-6	1387
Nickel et ses composés	7440-02-0	1386
Plomb et ses composés (en Pb)	7439-92-1	1382
Zinc et ses composés (en Zn)	7440-66-6	1383
Fluor et composés (en F) (dont fluorures)	-	-
Indice phénols	108-95-2	1440
Cyanures libres	57-12-5	1084
Hydrocarbures totaux	-	7009
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)		1117
Benzo(a)pyrène	50-32-8	1115
Somme Benzo(b)fluoranthène	+ 205-99-2	/ -
Benzo(k)fluoranthène	207-08-9	-
Somme Benzo(g, h,i)perylène + Indeno(1,2,3-cd)pyrène	191-24-2 193-39-5	/ -
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques - absorbables (AOX)		1106

Substances complémentaires :

Nom	Abréviation	N° CAS	Code SANDRE	Limite de quantification (µg/L)
Fluor Organique Adsorbable	AOF	/	8986	2

Si des AOF sont mesurés lors d'une campagne d'analyse, les campagnes suivantes sont complétées par les paramètres suivants.

Nom	Abréviation	N° CAS	Code Sandre*	Limite de quantification (µg/L)
Fluor Organique Adsorbable	AOF	/	8986	2
Acide perfluorobutanoïque	PFBA	375-22-4	5980	0,1
Acide perfluoropentanoïque	PFPeA	2706-90-3	5979	0,1
Acide perfluorohexanoïque	PFHxA	307-24-4	5978	0,1
Acide perfluoroheptanoïque	PFHpA	375-85-9	5977	0,1
Acide perfluorooctanoïque	PFOA	335-67-1	5347	0,1
Acide perfluorononanoïque	PFNA	375-95-1	6508	0,1
Acide perfluorodécanoïque	PFDA	335-76-2	6509	0,1
Acide perfluoroundécanoïque	PFUnDA ; PFUnA	2058-94-8	6510	0,1
Acide perfluorododécanoïque	PFDoDA ; PFDoA	307-55-1	6507	0,1
Acide perfluorotridécanoïque	PFTTrDA ; PFTTrA	72629-94-8	6549	0,1
Acide perfluorobutanesulfonique	PFBS	375-73-5	6025	0,1
Acide perfluoropentanesulfonique	PFPeS	2706-91-4	8738	0,1
Acide perfluorohexane sulfonique	PFHxS	355-46-4	6830	0,1
Acide perfluoroheptane sulfonique	PFHpS	375-92-8	6542	0,1
Acide perfluorooctane sulfonique	PFOS	1763-23-1	6560	0,1
Acide perfluorononane sulfonique	PFNS	2723-12-01	8739	0,1
Acide perfluorodécane sulfonique	PFDS	335-77-3	6550	0,1
Acide perfluoroundécane sulfonique	PFUnDS	749786-16-1	8740	0,1
Acide perfluorododécane sulfonique	PFDoDS	79780-39-5	8741	0,1
Acide perfluorotridécane sulfonique	PFTTrDS	791563-89-8	8742	0,1

* ou méthode analogue préconisée dans le cadre des diagnostics sites et sols pollués (notamment pour les sédiments)

Conditions de prélèvement et d'analyse

Les prélèvements et les analyses sont réalisés conformément à l'avis en vigueur susvisé sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement.

Les mesures (prélèvement et analyse) des substances sont effectués par un organisme ou

laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation. La précédente disposition n'est pas applicable pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF).

Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation et représentatives des potentielles pollutions liées aux activités des sols et sous sols.

Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents.

Pour les rejets d'eaux superficielles, les prélèvements sont réalisés à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.